

## Covid-19: : Exode mondial avant confinement



A Cali (Colombie), le 13 avril, des migrants vénézuéliens attendent d'être rapatriés vers leur pays d'origine. LUIS ROBAYO/AFP

○

### Isabelle Mandraud

**En quelques semaines, des millions de personnes ont cherché à regagner leur pays, d'autres ont fui les villes, et des migrants ont été jetés sur les routes. Un phénomène massif, passé quasi inaperçu**

**L**es frontières ont fermé les unes après les autres, les avions sont restés cloués au sol. Du début février à mi-avril, quelque 4,5 milliards de personnes – soit plus de la moitié de l'humanité – ont été soumises à un confinement total dans 110 pays, et le monde s'est figé. Cette situation inédite a été précédée d'une autre étape, tout aussi exceptionnelle, lorsque des millions d'êtres humains à travers la planète ont cherché à regagner leur pays, par leurs propres moyens ou bien par le biais d'opérations de rapatriement.

A l'intérieur des Etats, des millions de citoyens, à New York, Paris, Milan, Madrid ou Istanbul, ont décidé de fuir les grandes métropoles dans l'espoir d'échapper à la contagion du Covid-19 et à la complexité du confinement. Des travailleurs saisonniers ou transfrontaliers, bloqués ou contraints de rebrousser chemin, n'ont pas eu ce choix. Des migrants ont été chassés. En Inde, dès l'annonce du confinement immédiat du pays, le 25 mars, des millions de travailleurs pauvres, privés de leurs revenus journaliers, sont partis à pied rejoindre leurs villages. Ces scènes dantesques ont rappelé à l'écrivaine indienne Arundhati Roy celles de la partition, en 1947, des Indes britanniques, qui a abouti à la naissance du Pakistan.

A l'exception de l'Afrique subsaharienne, où peu de grands mouvements ont été constatés jusqu'à présent, la pandémie de Covid-19 a partout provoqué un exode massif que nul n'avait anticipé. Il existe des projections sur des déplacements de population liés aux conditions climatiques ; des bilans ont été dressés à la suite de catastrophes naturelles ; des cérémonies religieuses ou des fêtes traditionnelles sont l'occasion, en Chine, en Inde ou en Arabie saoudite, de migrations spectaculaires. Cependant, des mouvements simultanés d'une telle ampleur n'avaient jamais été encore observés. « *C'est un moment historique* », remarque Catherine Wihtol de Wenden, directrice de recherche au CERI-Sciences Po et spécialiste des migrations internationales, qui se dit particulièrement inquiète quant au sort des migrants, « *ceux qui fuient déjà une crise* ».

« *Il s'agit d'un mouvement mondial totalement inédit, abonde François Gemenne, spécialiste des migrations, professeur à Sciences Po Paris et à l'université de Liège, en Belgique. Autre élément nouveau, les flux habituels de migration ont été bouleversés. L'exode des ruraux a été remplacé par l'exode des citoyens, celui des pays en voie de développement par celui des pays industrialisés. La Tunisie et la Mauritanie ont expulsé des Italiens ; des Européens, interdits d'entrée dans des pays, ont expérimenté ce que c'est de ne pas être les bienvenus. Cela change les perspectives.* »

Il est encore trop tôt pour se faire une idée exhaustive de ces mouvements et de leurs répercussions. Mais pour se forger une idée du phénomène, *Le Monde* a sollicité le réseau de ses correspondants à l'étranger. Sur la base d'éléments collectés entre le début février et le 8 avril (date du déconfinement progressif de la ville chinoise de Wuhan, point de départ de la pandémie), c'est un exode d'avant-confinement hors norme qui se dégage.

## Rentrer par ses propres moyens

La crainte de l'isolement, le besoin de se rapprocher de la famille ou la perte brutale de revenus ont poussé nombre de ressortissants basés à l'étranger à rentrer dans leur pays, le plus souvent par leurs propres moyens. Entre le 15 mars et le 7 avril, 143 000 Ukrainiens ont ainsi quitté la Pologne, selon les gardes-frontières polonaises qui ont évoqué un « véritable exode, à une échelle encore jamais vue ». Ils étaient alors encore 11 000 à espérer un retour, selon l'ambassade ukrainienne à Varsovie.

L'annonce, le 26 mars, de la fermeture des frontières par le président Ukrainien, Volodymyr Zelensky, a précipité le mouvement. Sur une population estimée à plus de 1,2 million d'Ukrainiens résidant en Pologne avant la crise sanitaire, 12 % ont quitté le pays. Pour la plupart, il s'agit de travailleurs en situation légale : 90 % ont fui les difficultés économiques du secteur de l'hôtellerie et de la restauration après leur mise à l'arrêt.

Plus de 200 000 Roumains ont eux aussi rejoint leur pays depuis le début de la pandémie, selon la police des frontières. Au point que les autorités de Bucarest ont appelé la diaspora à ne pas rentrer avant la fin de l'état d'urgence, prolongé jusqu'au 16 mai, par crainte d'un effet supplémentaire de contagion.

Les effectifs des Danois et des Norvégiens enregistrés sur les listes consulaires à l'étranger ont fondu de moitié. Selon le ministère des affaires danoises, ils n'étaient plus que 38 000 le 27 mars, contre 74 000 quelques jours auparavant. Des touristes, surtout, rentrés par leurs propres moyens, à l'instar des 234 000 Norvégiens encore à l'étranger le 12 mars, selon les données des opérateurs Telia et Telenor, qui n'étaient plus que 105 000 le 26 mars. De même, 25 000 à 35 000 Russes, bloqués par la fermeture des frontières, attendaient encore, le 3 avril, de pouvoir rentrer chez eux, en provenance notamment de Thaïlande.

Même phénomène en Australie, où plus de 280 000 citoyens et résidents permanents ont regagné l'île-continent depuis le 13 mars, sur 1 million vivant à l'étranger, soit 20 % d'entre eux, selon le ministère des affaires étrangères. Ces arrivées ne compensent pas les départs : 260 000 travailleurs temporaires, étudiants et touristes ont quitté le pays depuis le 1<sup>er</sup> février et 50 000 autres durant les deux premières semaines d'avril. A ce rythme, selon des projections sur l'année qui font état de 300 000 départs supplémentaires, l'Australie pourrait faire face au plus grand déclin démographique de sa population depuis... 1788, selon un expert cité par le journal *The Australian*.

Le gouvernement chilien a annoncé, le 2 avril, le retour de 30 000 de ses ressortissants depuis le 18 mars. En Chine, dans la semaine qui a précédé la quasi-fermeture du ciel chinois, le 29 mars, on comptait 25 000 arrivées quotidiennes. Un chiffre ramené à 3 000 la semaine suivante. En outre, 200 000 étudiants sur 1,6 million résidant à l'étranger sont revenus, selon le ministère de l'éducation (41 000 en provenance des Etats-Unis, 28 000 d'Australie, 22 000 du Royaume-Uni, 11 000 d'Allemagne et de France). Tous ont dû payer leur billet.

Ces retours sont difficiles à quantifier au Venezuela, plongé dans une grave crise politique et économique depuis 2015 et qui a vu 4,3 millions de ses citoyens s'exiler. Mais des Vénézuéliens vivant dans une grande précarité au Pérou, en Equateur et en Colombie sont revenus – 2 153 recensés les 4 et 5 avril. Nicolas Maduro, président contesté, a ensuite annoncé l'arrivée de 5 800 réfugiés en provenance de Colombie.

Plus de 20 000 expatriés Libanais reviennent au compte-gouttes, entravés par la situation de leur pays au bord de la faillite. La situation des Palestiniens est particulière. Depuis mi-mars, la quasi-fermeture des passages entre la bande de Gaza et Israël interdit la sortie de 5 000 travailleurs et commerçants palestiniens. Tandis que 70 000 autres, travailleurs légaux et illégaux de Cisjordanie, sont aujourd'hui bloqués en Israël s'ils veulent conserver leur emploi.

## Opérations de rapatriement

Agnès Thierry, une Française installée depuis quatre ans au Vietnam après plusieurs années passées à Hongkong, songeait déjà, avant la pandémie, à rentrer au pays. Elle a brusqué sa décision. « Là-bas, au Vietnam, les écoles sont fermées depuis janvier, les autorités ont bloqué très tôt les frontières, puis elles ont refusé l'entrée des étrangers, la situation est devenue de plus en plus dure », raconte-t-elle. La difficulté de renouveler son visa tous les trois mois, comme elle le faisait jusqu'à présent, a convaincu cette designer spécialisée dans la céramique de monter, le 27 mars, à bord d'un avion Air France, spécialement affrété – à charge pour les passagers de régler des billets négociés. « Il y a eu deux avions la même semaine, ils étaient pleins à craquer », témoigne Agnès Thierry. Comme elle, près de 150 000 Français – en majorité des touristes – ont ainsi bénéficié de vols spéciaux depuis le 17 mars.

Partout, des opérations de rapatriement d'ampleur ont été mises sur pied : 200 000 Allemands coincés à l'étranger ont pu regagner leur pays en l'espace de trois semaines jusqu'au 6 avril, selon le ministère des affaires étrangères (il en restait encore 40 000 en Nouvelle-Zélande, au Pérou et en Afrique) ; 60 000 Italiens ont été évacués par des vols spéciaux ; 9 303 Algériens, selon le ministère de l'intérieur ; 12 000 Brésiliens au 6 avril ; 7 965 Tunisiens à la même date ; 8 432 Mexicains entre le 23 mars et le 3 avril ; 15 000 Turcs, entre mi-mars et début avril ; 14 950 Argentins, entre le 18 et le 30 mars ; 2 400 Norvégiens au 1<sup>er</sup> avril... La liste est longue. Le 17

avril, la Commission européenne a, pour sa part, évalué à 500 000 le nombre d'Européens rapatriés avec son concours ; tandis que 98 900 autres restent encore bloqués à l'étranger.

En Pologne, après la fermeture des frontières, le gouvernement a organisé, avec la compagnie aérienne nationale LOT, l'opération « Vol à la maison », présentée comme la plus grande opération de rapatriement depuis la seconde guerre mondiale. Entre le 15 mars et le 5 avril, 360 vols et 44 avions mobilisés ont permis de ramener quelque 54 000 Polonais, principalement de Londres (21 000 personnes), de Chicago (3 100), de Bangkok (2 200) ou encore d'Edimbourg (2 000).

Fin mars, 300 000 Britanniques attendaient de pouvoir être rapatriés, ce qui a valu pas mal de critiques au gouvernement de Boris Johnson pour sa lenteur. Le 6 avril, seuls 1 450 Britanniques étaient parvenus à quitter la Tunisie, l'Algérie ou le Pérou, selon des chiffres du Foreign Office. Au 10 avril, environ 5 000 autres étaient censés, à leur tour, avoir réussi à quitter l'Inde. De leur côté, 16 812 Marocains n'ont pas encore trouvé de solution pour rentrer chez eux.

Dans ce paysage chamboulé, seule l'Argentine semble se distinguer. A rebours du mouvement général, 30 000 Argentins ont quitté le pays, le 13 mars, au lendemain d'une allocution du président annonçant le confinement et la fermeture des frontières le 16. Pour quelles destinations ? La question demeure.

## Retour contraint des migrants

La question des migrants est celle qui préoccupe le plus les experts. En Iran, qui figure parmi les premiers foyers de contamination, la situation du million de travailleurs afghans présents dans le pays s'est dégradée. Alors que la République islamique s'est enfoncée dans la crise sanitaire, nombre de ces migrants, qui constituent une main-d'œuvre peu qualifiée souvent victime de discriminations, sont rentrés chez eux. Leur nombre exact n'est pas connu, mais mi-mars l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) faisait état du retour de 140 000 Afghans en provenance d'Iran. Cet afflux, parmi le plus important mouvement transfrontalier causé par la pandémie, laisse craindre le pire dans un pays ravagé par près de vingt ans de guerre et de corruption.

L'Arabie saoudite, où les travailleurs étrangers constituent un tiers de la population (80 % dans le secteur privé), a renvoyé chez eux des milliers d'Ethiopiens, y compris certains suspectés d'être contaminés par le Covid-19, en affrétant jusqu'à deux vols quotidiens pour Addis-Abeba. Dans les dix premiers jours d'avril, 2 968 travailleurs Ethiopiens ont ainsi été ramenés dans leur pays, selon le *Financial Times*. Des retours « coordonnés », affirment les officiels saoudiens, alors que l'Ethiopie a demandé l'arrêt de ces déportations durant la pandémie. Dans la même période, 30 000 migrants éthiopiens qui tentaient de rejoindre l'Arabie saoudite se sont retrouvés piégés au Yémen.

Pour sa part, Ankara a mis un frein à sa politique délibérée de déplacement de migrants vers la frontière grecque, le 13 mars, où plus de 10 000 personnes campaient selon les estimations. Selon le ministère turc de l'intérieur, 5 800 d'entre eux, pour la plupart des Afghans et quelques Syriens, ont quitté cette zone en bus à destination de centres de confinement dans neuf provinces de Turquie.

Le Mexique a reconduit aux frontières 8 528 Guatémaltèques entre fin janvier et mars, selon l'Institut guatémaltèque de la migration, et expulsé 15 101 Honduriens, d'après le bilan fourni au 8 mars par le ministère des affaires étrangères hondurien. Côté américain, Washington autorise, depuis le 20 mars, les expulsions express – en moins de deux heures – à la frontière mexicaine pour protéger du Covid-19 ses agents. Selon la presse mexicaine, près de 7 000 clandestins mexicains et centraméricains ont ainsi été renvoyés en deux semaines. Au 25 mars, en Thaïlande, ce sont près de 60 000 migrants originaires du Cambodge, du Laos ou de Myanmar qui ont quitté le pays après la fermeture des commerces.

## Fuite hors des villes

C'est un phénomène connu depuis le Moyen Age : les plus aisés, du moins ceux qui en ont les moyens, fuient les villes menacées et confinées lors des grandes pandémies. « *Le phénomène "résidence secondaire" – ceux qui partent vite, loin, et qui reviennent tard – a été observé notamment lors de la grande peste de Marseille de 1720* », rappelle Isabelle Seguy, de l'Institut national des études démographiques (INED). Un véritable mur sanitaire avait alors été constitué du Vaucluse aux Alpes, avec guérites et soldats. « *Il fallait des autorisations pour passer* », souligne la spécialiste.

Trois cents ans plus tard, les réflexes perdurent. Une scène, en particulier, est restée dans la mémoire des Italiens, celle des trains de nuit pris d'assaut en gare de Milan dans la soirée du 7 mars. Un brouillon du premier décret de confinement de la Lombardie venait de circuler, provoquant le départ massif, en quelques heures, de jeunes travailleurs pressés de rentrer chez eux, dans le Sud. On estime à 100 000 leur nombre ce soir-là.

En Turquie, bien avant le 3 avril, jour de l'annonce des restrictions d'entrée et de sortie dans les 30 plus grosses villes du pays, près de 3 millions de citoyens sont partis pour leur village d'origine ou leur résidence secondaire. Plus de 1 million de Stambouliotes ont rejoint leur lieu de villégiature sur la côte égéenne. Entre la mi-mars et le début avril, 125 000 Turcs ont par exemple gagné la ville touristique de Bodrum.

En France, le confinement décrété le 17 mars a engendré de vastes mouvements. Selon l'Insee, entre 1,6 et 1,7 million de personnes ont rejoint leur département de résidence. A contrario, Paris intra-muros a perdu 11 %



de ses habitants. Sur la base de ses propres statistiques, l'opérateur Orange estime qu'entre le 13 et le 30 mars, 1,2 million de Franciliens ont quitté la région, soit 17 % de la population du Grand Paris, tandis que celle de l'île de Ré a augmenté de 30 %.

A New York, ce fut aussi la ruée hors de la ville. Début mars, la « Big Apple » s'est vidée de nombreux habitants, partis se réfugier dans leur villégiature des Hamptons, à l'extrémité chic de Long Island, à l'est de Manhattan, dans la vallée de l'Hudson, au nord, ou sur les rivages du Maine. Aucun chiffre n'a été rendu public, mais des indicateurs confirment la tendance : les quartiers résidentiels de Manhattan sont moins touchés que d'autres par l'épidémie. La collecte d'ordures y a baissé de 5 %, alors que celle des quartiers pauvres (Queens, Staten Island) a, au contraire, progressé de 10 %. Cet exode des plus favorisés a été suffisamment important pour que la Maison Blanche s'inquiète d'une propagation du virus à Long Island, moins bien dotée médicalement que New York.

Autre indicateur, à Moscou cette fois. Le vendredi 27 mars au soir, avant le début du confinement annoncé pour le lundi suivant, 750 000 voitures ont quitté la capitale russe, soit une augmentation de 15 % par rapport à la normale.

En Espagne aussi. Le départ de dizaines de milliers de Madrilènes hors de la capitale, le 13 mars, à la veille du confinement du pays, a suscité un flot de réactions dans la presse sous des titres tels que « ¿ Que vienen los Madrilenos ! » (« Les Madrilènes arrivent ! »), photos d'embouteillages à l'appui. Cette situation a poussé des villes et des villages à ériger des barrières pour empêcher leur arrivée. Dans la station balnéaire de Calafell (25 000 habitants), au sud de Barcelone, des blocs de béton ont été installés et des contrôles de police instaurés à l'approche des fêtes de Pâques.

En Australie, des mesures similaires ont été prises pour limiter les déplacements des citoyens d'un Etat à l'autre. La Tasmanie, le Territoire du Nord, le Queensland, l'Australie-Méridionale et l'Australie-Occidentale ont, durant la seconde moitié de mars, mis en place des mesures de contrôle à leurs « frontières ».

Que dire enfin des 5 millions d'habitants de Wuhan, partis juste avant la fermeture de leur ville, le 23 janvier ? Etait-ce pour éviter l'enfermement ou pour tenter, malgré tout, de faire un voyage qu'ils avaient projeté à l'occasion du Nouvel An lunaire ? C'est ici que tout a commencé et que le balancier des déplacements repartira en sens inverse. Ou pas.